

**Mutualisation du dispositif Référent déontologue  
pour les élus  
Convention  
entre la CAPG  
et la Commune de GRASSE**

**ENTRE LES SOUSIGNEES :**

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2023\_XXX du conseil communautaire prise en date du 14 décembre 2023, **visée en Préfecture de Nice le.....**

*Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,*

**ET**

**La Commune de GRASSE**, identifiée sous le numéro SIRET 21060069800018, dont le siège est situé Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX et représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération **n° 2024-** en date du 20 février 2024, transmise en Préfecture le 21 février 2024

*Ci-après désignée « **La commune** »*

## Préambule

Conformément à la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « loi 3DS », tout élu local peut désormais « *consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques* » consacrés dans la charte de l'élu local, prévue à l'article L1111-1-1 du code général des collectivités territoriales.

En application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022, les collectivités territoriales, groupement de collectivités territoriales et les syndicats mixtes doivent désigner un référent déontologue. Ils peuvent également désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

De plus, il a été précisé que contrairement au dispositif du référent déontologue pour les agents publics, les centres de gestion ne peuvent proposer la gestion du référent déontologue pour les élus, cette mission n'entrant pas dans leur champ de compétence.

C'est pourquoi, afin de faciliter la mise en place du référent déontologue de l'élu local sur le territoire de la CAPG et répondre aux besoins des élus, il a été proposé par la CAPG à ses communes membres et structures syndicales de mutualiser la gestion de ce dispositif.

Cette mutualisation aura pour objet, outre de désigner un référent unique, de mutualiser les moyens et missions que nécessitent la mise en place et la gestion de ce dispositif par un portage administratif et opérationnel commun, assuré par la CAPG pour le compte des structures qui le souhaitent.

Par ailleurs, par délibération en date du 14 décembre 2023, la CAPG a proposé de désigner Monsieur André-Frédéric DELAY comme référent déontologue des élus communautaires de la CAPG et d'adopter une charte encadrant les modalités de fonctionnement de ce dispositif.

Plusieurs communes de la CAPG ainsi que certaines de ses structures syndicales ont manifesté la volonté d'avoir un référent unique avec la CAPG, mais également de lui confier la gestion de ce dispositif dont les conditions sont précisées par la présente convention de mutualisation.

La commune de Grasse a exprimé son intérêt d'adhérer au dispositif proposé par la CAPG, et par délibération concordante en date du 20 février 2024, a procédé à la désignation conjointe de Monsieur André-Frédéric DELAY en qualité de référent déontologue pour ses élus municipaux selon le même fonctionnement que la CAPG et a approuvé la signature de la présente convention.

**Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :**

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation de service et dans un esprit de solidarité, de préciser les modalités et conditions dans lesquelles la CAPG assure pour le compte de la commune la gestion du dispositif Référent Déontologue pour les élus, désigné en commun.

## Article 2 : Désignation du service

Le service consiste à assurer une mutualisation du portage global du dispositif en assurant une coordination opérationnelle et administrative de cet outil auprès des communes/syndicats ayant désigné le même référent déontologue que la CAPG.

Ce service concerne uniquement les demandes jugées recevables par le référent déontologue, qui dans le cas contraire ne pourront être traitées par la CAPG et resteront donc à la charge soit de la commune, soit directement de l' élu concerné.

## Article 3 : Engagements de la CAPG

### 3.1 Coordination opérationnelle

La CAPG à s'engager à :

- Mettre à disposition les moyens nécessaires à la mise en place et au suivi des dispositifs, suivants :
  - Un adresse mail de saisine commune dédiée. Conformément à la charte de fonctionnement adoptée, la saisine du référent s'effectue par courriel envoyé à l'adresse suivante : [deontologue.elus@paysdegrasse.fr](mailto:deontologue.elus@paysdegrasse.fr) ou à toute adresse électronique que la CAPG communiquerait à la Commune en cas de changement. Le référent déontologue désigné est la seule personne à pouvoir consulter cette messagerie électronique et répondre aux courriels qui lui sont adressés par les élus municipaux.
  - La gestion des saisines par voie postale. De manière exceptionnelle, pour les élus municipaux qui n'auraient pas un accès informatique, la saisine du référent déontologue peut également être effectuée par voie postale à l'adresse suivante sous double pli confidentiel (l'enveloppe intérieure portant la mention « *confidentiel* » ainsi qu'à « *l'attention de Monsieur le référent déontologue des élus* » :

### **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

57 avenue Pierre Séward  
06130 Grasse

- Un ou deux référents juridico-administratifs internes CAPG chargés d'assurer le suivi du dispositif, en particulier le lien avec le Référent Déontologue et les communes/syndicats.
- Sous réserve des possibilités internes des services, créer une page internet spécifique et un formulaire informatique de saisine.
- Sous réserve des possibilités géographiques du référent et des disponibilités internes de chacune des parties, dans le cas de rdv en présentiel, mettre à disposition une salle de réunion ou un bureau garantissant la confidentialité, permettant pour le référent de recevoir les élus municipaux.

- Transmettre la base de données des élus mis à jour ou toute autre information non confidentielle de la Commune, sur demande du référent Déontologue qui seraient nécessaires à la réalisation de sa mission.
- Assurer le suivi et gérer les évolutions éventuelles du dispositif et de la présente convention de mutualisation.

Les moyens mis à disposition et les modalités d'exécutions sont détaillés dans la charte de fonctionnement adoptée lors de la désignation du référent déontologue à laquelle la commune adhère.

### 3.2 Coordination administrative et financière

La CAPG s'engage à :

- Etablir le contrat de vacation du référent Déontologue.
- Assurer la gestion du contrat et ses éventuels avenants.
- Procéder à l'avance du règlement des vacations du référent déontologue au titre de la saisine des élus municipaux de la manière suivante :

La CAPG constate et valide le service fait des vacations du référent déontologue sur la base du tableau déclaratif établi et communiqué par le référent chaque trimestre.

Cet état déclaratif fait apparaître l'origine de la saisine, le nombre de dossiers traités ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement éventuels, sans qu'il ne mentionne jamais ni le nom de l' élu auteur de la saisine, ni ses motifs.

En raison de l'obligation de secret et de discrétion professionnelle du référent déontologue, ces mentions ne peuvent jamais être divulguées ni à la CAPG, ni à la commune, ce que chacun reconnaît et accepte.

Sur la base de ce tableau, la CAPG procède au mandatement des vacations et au remboursement des frais éventuels auprès du comptable public, en fournissant l'ensemble des justificatifs nécessaires à son règlement. Le montant des vacations est fixé à 80 euros par dossier.

- Transmettre à la Commune pour information et prévision de son budget ce même tableau anonymisé établi par le référent.

### **Article 4 : Engagements de la commune/ du syndicat**

La commune s'engage à :

- Transmettre à la CAPG la liste à jour de ses élus et la tiendra informée de tout changement intervenant dans sa composition. Cette liste à jour permettra au référent déontologue de suivre ainsi l'évolution des élus susceptible de le saisir.

- Transmettre à la CAPG toutes autres informations susceptibles d'être demandées par le référent interne désigné et nécessaire à l'exercice de la mission du référent déontologue.
- Transmettre à la CAPG dans les meilleurs délais la délibération du conseil municipal portant désignation conjointe du référent déontologue et l'autorisant à signer la convention.
- Confier à la CAPG le portage administratif et financier du dispositif mutualisé selon les modalités prévues par cette convention et la charte de fonctionnement.
- Rembourser à la CAPG les vacations (et frais afférents) qu'elle aura réglés au référent déontologue pour les saisines de ses élus municipaux, sur la base du tableau anonymisé fourni par le référent ainsi que les charges liées à sa rémunération.
- Sensibiliser et communiquer régulièrement auprès de l'ensemble de ses élus municipaux sur l'existence du dispositif du référent déontologue et leur apporter les premières explications sur les modalités de saisine et de fonctionnement (leur communiquer la charte de fonctionnement).

#### **Article 5 : Conditions financières- modalités de remboursement**

Les missions mutualisées portant sur la coordination opérationnelle et administrative en lien avec le dispositif Référent déontologue, objet de la présente convention, ne donnent pas lieu à rémunération et restent à la charge de la CAPG.

Seuls les coûts des vacations avancés par la CAPG et les charges liées à la rémunération du référent en tant qu'employeur pour le compte de la Commune devront être remboursés.

La Commune rembourse à la CAPG une fois par an avant le 31 décembre le montant total des vacations et frais de déplacement réglés par ses soins au référent déontologue pour les saisines effectuées au cours de la période passée à l'initiative des élus municipaux.

Le règlement des sommes dues par la Commune à la CAPG sera effectué, selon la fréquence indiquée ci-dessus, sur la base d'un titre sur présentation de justificatif, en l'occurrence du tableau déclaratif du référent déontologue, dans un délai de 30 jours suivant réception de l'avis de la somme à payer.

#### **Article 6 : Entrée en vigueur – durée - fin de la convention**

La présente convention est conclue à compter de la date de signature de chacune des parties, pour toute la durée de désignation de la mission du référent déontologue, qui correspond à la durée du mandat restant des élus (soit les prochaines élections prévues en 2026).

Son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive selon laquelle la délibération de la commune pour la désignation du référent déontologue de ses élus soit conforme à celle de la CAPG.

Elle pourra être dénoncée unilatéralement par chacune des parties, à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois et aura pour effet de mettre automatiquement fin aux engagements de chacune des parties. La commune devra se charger de gérer son propre dispositif Référent déontologue et fera son affaire personnelle de la gestion des effets de cette résiliation auprès de sa commune et de ses élus.

#### **Article 7 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

#### **Article 8 : Règlement des litiges**

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord.

A défaut, les litiges et contestations seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

**Fait à Grasse, le .....,**

**En deux exemplaires originaux.**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse**

**Pour la commune de  
GRASSE**

**Monsieur le Président  
Jérôme VIAUD**

**XXXXXX**